



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL
AU 31 OCTOBRE 2021

1	EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA PERIODE.....	5
1.1	FERMERTURE DES BOUTIQUES JUSQU'AU 19 MAI 2021	5
1.2	OUVERTURE DE LA BOUTIQUE RUE DE RIVOLI A PARIS	5
1.3	INTERNALISATION DES ACTIVITES LOGISTIQUES	5
1.4	ACQUISITION DEFINITIVE D'INSTRUMENTS DE CAPITAUX.....	5
2	RESULTATS DES ACTIVITES SUR LA PERIODE	7
2.1	COMPTE DE RESULTAT ANNUEL SIMPLIFIE.....	7
2.2	COMMENTAIRES SUR L'ACTIVITE DE LA SOCIETE SUR LA PERIODE	9
2.3	FLUX DE TRESORERIE	11
3	ETATS FINANCIERS COMPTABLES AU 31 OCTOBRE 2021.....	13
3.1	COMPTE DE RESULTAT	13
3.2	BILAN	14
3.3	TABEAU DES FLUX DE TRESORERIE	15
3.4	VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	15
3.5	RECONCILIATION DU RESULTAT D'EXPLOITATION ET DE L'EBITDA RETRAITE	16
4	PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES.....	17
4.1	REFERENTIEL COMPTABLE DE LA SOCIETE.....	17
4.2	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES.....	17
4.3	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	18
4.4	IMMOBILISATIONS FINANCIERES.....	18
4.5	DEPRECIATION DES ACTIFS	18
4.6	PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES	18
4.7	STOCKS.....	19
4.8	CREANCES	19
4.9	OPERATIONS EN DEVISES ETRANGERES.....	19
4.10	ENGAGEMENTS DE RETRAITE	19
4.11	CHIFFRE D'AFFAIRES	20
4.12	SUBVENTION D'INVESTISSEMENT.....	20
4.13	FRANCHISES DE LOYER.....	20
4.14	RESULTAT EXCEPTIONNEL	20
4.15	RESULTAT PAR ACTION	20
5	NOTES SUR LES COMPTES SOCIAUX	21
5.1	CHIFFRE D'AFFAIRES	21
5.2	AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION	21
5.3	AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	22
5.4	CHARGES DE PERSONNEL	22
5.5	DOTATION AUX AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS ET PROVISIONS.....	22
5.6	RESULTAT FINANCIER	23
5.7	RESULTAT EXCEPTIONNEL	23
5.8	IMPOT SUR LE RESULTAT	24
5.9	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES.....	24
5.10	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	24
5.11	IMMOBILISATIONS FINANCIERES.....	25
5.12	STOCKS ET EN-COURS.....	25
5.13	CLIENTS ET COMPTES RATTACHES.....	26

5.14	AUTRES CREANCES, COMPTES DE REGULARISATION ET ECARTS DE CONVERSION ACTIF	26
5.15	COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL	26
5.16	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	27
5.17	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	27
5.18	EMPRUNTS OBLIGATAIRES CONVERTIBLES.....	27
5.19	EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	28
5.20	FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	28
5.21	AUTRES DETTES, COMPTES DE REGULARISATION ET ECARTS DE CONVERSION PASSIF	28
5.22	PRODUITS A RECEVOIR	29
5.23	CHARGES A PAYER	29
5.24	ENGAGEMENTS HORS BILAN	29
6	EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	32
6.1	OUVERTURE D'UNE FILIALE EN ESPAGNE - MILIBOO S.L.	32

Créé en 2005, Miliboo est un acteur majeur de la conception et de la vente de mobilier « tendance », modulable et personnalisable sur Internet, avec la particularité de garantir une expédition sous 24 à 72h en France. Avec plus de 2 500 références essentiellement vendues sur son site www.miliboo.com et dans ses trois « Milibootik », points de vente physiques situés à Paris et à Lyon, la société propose des gammes complètes de meubles pour toute la maison.

Miliboo contrôle l'ensemble de la chaîne de valeur : conception/design, contrôle qualité (filiale en Chine), outils logistiques, marketing et relations clients sont internalisés. Basée à Chavanod (74) et disposant de son propre entrepôt, Milistock, à Saint-Martin-de-Crau (13), la société est commercialement présente dans 8 pays d'Europe.

La société a été immatriculée le 14 septembre 2006. Depuis le 15 décembre 2015, Miliboo est cotée sur le marché Euronext Growth (Alternext) à Paris (code ISIN : FR0013053535; code mnémonique : ALMLB).

Miliboo publie ses informations sur un site internet à l'adresse suivante : <http://www.miliboo-bourse.com>.

1 EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA PERIODE

1.1 FERMETURE DES BOUTIQUES JUSQU'AU 19 MAI 2021

Dans le cadre de la lutte contre la pandémie liée au Covid-19, le gouvernement français a, par voie réglementaire¹, imposé la fermeture au public des établissements commerciaux, sauf pour un nombre restreint d'activités limitativement identifiées.

La Société a été contrainte de procéder à la fermeture de sa boutique de Paris Madeleine le 20 mars 2021 et de sa boutique de Lyon Grolée le 26 mars 2021. L'ensemble des 12 salariés ont été mis en chômage temporaire durant toute la période de fermeture.

Le 19 mai 2021, les boutiques de Paris et de Lyon ont pu rouvrir au public, suite aux mesures de levée de restrictions sanitaires.

Ces fermetures ont grevé une partie des revenus de Miliboo sur la fin de l'exercice fiscal dernier (clos au 30 avril 2021) et la majeure partie du premier mois de l'exercice fiscal en cours.

1.2 OUVERTURE DE LA BOUTIQUE RUE DE RIVOLI A PARIS

Miliboo a ouvert, le 21 juin 2021, sa troisième boutique, située au 83 bis rue de Rivoli à Paris 1er.

La Société avait préalablement conclu avec la société Elyreal, un bail commercial avec prise d'effet au 17 mars 2021, d'une durée de 7 ans, extensible à 10 ans, portant sur un local à usage commercial d'une surface de 446 m².

1.3 INTERNALISATION DES ACTIVITES LOGISTIQUES

A son lancement, la société a fait le choix d'externaliser sa logistique. Cependant ses récentes phases de croissance ont fait naître de nouveaux besoins de capacité de stockage et de savoir-faire, en termes de process organisationnel et de méthode logistique, que son sous-traitant, ayant démontré ses limites sur ces sujets, n'avait pas la capacité de satisfaire.

La société a donc fait le choix d'internaliser sa logistique afin de répondre à son changement de dimension et de sécuriser l'une des conditions favorisant sa trajectoire de croissance. A cet effet Miliboo a créé sa filiale Milistock.

Milistock opère, depuis une plateforme logistique de près de 20.000 m², située à Saint-Martin-de-Crau dans les Bouches-du-Rhône, l'intégralité de l'activité logistique de Miliboo (réception containers, stockage, préparation commandes et expédition). Ce site permet à Miliboo de doubler *a minima* ses volumes de stockage et de d'augmenter significativement sa capacité et sa rapidité de traitement des commandes clients.

Cette internalisation, entamée en janvier 2021, s'est achevée au cours de la période, sans entraîner quelconque discontinuité de l'activité opérationnelle.

Le contrat qui liait, depuis 2019, Miliboo à son prestataire logistique externe a pris fin au 30 juin 2021.

1.4 ACQUISITION DEFINITIVE D'INSTRUMENTS DE CAPITAL

EXERCICE DE BSPCE

Le Conseil d'Administration a décidé le 17 juin 2016 de l'attribution, sous condition d'exercice dans un délai de 5 ans, de 289.631 BSPCE au bénéfice du mandataire dirigeant. Chaque BSPCE donne le droit de souscrire à une action ordinaire de la Société au prix de 3 euros par action.

¹ Pour la boutique de Paris Madeleine, Décret n°2021-296 du 19 mars 2021 (JORF n°0068 du 20 mars 2021) modifiant le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

Pour la boutique de Lyon Grolée, Décret n°2021-325 du 26 mars 2021 (JORF n°0074 du 27 mars 2021) modifiant les décrets n°2020-1262 du 16 octobre 2020 et n°2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

Le 7 juin 2021, le Conseil d'Administration a constaté que le mandataire dirigeant a adressé, le 3 juin 2021, à la société, un bulletin de souscription, aux termes duquel il indique exercer la totalité des 289.631 BSPCE attribués, correspondant à la souscription de 289 631 actions nouvelles pour un montant global de 868.893 euros.

En conséquence le Conseil d'Administration a décidé de l'émission de 289.631 actions nouvelles par prélèvement sur la prime d'émission nouvellement enregistrée.

Le capital social a ainsi été porté à 525.778,30 euros divisé en 5.257.782 actions ordinaires de 0,10 euros de valeur nominale chacune entièrement libérées et de même catégorie.

AGA – PLAN 2020-3

Le Conseil d'Administration a décidé le 28 septembre 2020 de l'attribution gratuite sous conditions de présence et de performance de 189.909 actions ordinaires MILIBOO existantes ou à émettre au profit du mandataire dirigeant et a fixé les périodes d'acquisition et de conservation à un an chacune.

Au terme de la période d'acquisition, et les conditions de présence et de performance inscrites au plan étant respectées, les actions ont été définitivement attribuées à son bénéficiaire. Elles demeurent incessibles pendant une période d'un an à l'exception d'au moins 10% des actions qui lui ont été attribuées et qui devront être conservées au nominatif, jusqu'à l'expiration de son mandat ou de tout autre mandat, au sein de la Société.

La société ne disposait pas d'actions auto-détenues en nombre suffisant pour pourvoir à cette acquisition définitive. En conséquence le Conseil d'Administration a décidé le 27 septembre de l'émission de 189.909 actions nouvelles par prélèvement sur le compte des réserves.

Le capital social a ainsi été porté à 544.769,10 euros divisé en 5.447.691 actions ordinaires de 0,10 euros de valeur nominale chacune entièrement libérées et de même catégorie.

2 RESULTATS DES ACTIVITES SUR LA PERIODE

2.1 COMPTE DE RESULTAT SEMESTRIEL SIMPLIFIE

En milliers d'euros	31/10/2021 - 6 Mois -	31/10/2020 - 6 Mois -	Variation K€	% Variation
CHIFFRE D'AFFAIRES	18 413	18 276	137	1%
Coût des produits vendus	(7 504)	(6 873)		9%
MARGE BRUTE	10 909	11 403	(495)	-4%
<i>en % du Chiffre d'Affaires</i>	<i>59,2%</i>	<i>62,4%</i>		
Charges d'exploitation (hors provisions)	(10 407)	(11 009)	603	-5%
Autres produits et produits d'exploitation (hors provisions)	82	99	(18)	-18%
EBITDA ⁽¹⁾	584	493	90	18%
<i>en % du Chiffre d'Affaires</i>	<i>3,2%</i>	<i>2,7%</i>		
Retraitements des charges d'exploitation :				
Diffusion Spot TV-Radio-Web rémunérées en OCA ⁽²⁾	520	365	155	
Franchises de loyer des boutiques ⁽³⁾	(56)	50	(106)	
Etalement sur l'exercice des loyers de la boutique Madeleine ⁽⁴⁾		210	(210)	
Charges de plan de rémunération en actions ⁽⁵⁾	(71)	43	(114)	
Autres charges retraitées ⁽⁶⁾	42	(42)	83	
Total Retraitements des charges d'exploitation	434	625	(191)	
EBITDA RETRAITE ⁽⁷⁾	1 018	1 119	(101)	-9%
<i>en % du Chiffre d'Affaires</i>	<i>5,5%</i>	<i>6,1%</i>		
Dotations et reprises aux provisions et aux amortissements	(76)	(209)	133	-64%
RESULTAT D'EXPLOITATION COURANT	508	285	223	78%
<i>en % du Chiffre d'Affaires</i>	<i>2,8%</i>	<i>1,6%</i>		
EBIT RETRAITE ⁽⁸⁾	942	910	32	3%
<i>en % du Chiffre d'Affaires</i>	<i>5,1%</i>	<i>5,0%</i>		
Résultat Financier	(165)	(70)	(95)	-135%
Résultat Exceptionnel	(92)	78	(169)	-218%
Impôts	15	-	15	0%
RESULTAT NET	266	292	(26)	-9%
<i>en % du Chiffre d'Affaires</i>	<i>1,4%</i>	<i>1,6%</i>		

(1) **EBITDA** : Earnings before Interest, Taxes, Depreciation and Amortization. Cet indicateur correspond au résultat d'exploitation avant dotation aux amortissements et aux provisions (hors exceptionnel). L'EBITDA ne constitue pas un agrégat financier défini par les normes comptables françaises et n'est pas directement comparable aux indicateurs ainsi dénommés par d'autres entreprises.

(2) La couverture médiatique (espaces publicitaires télé, radio et internet) mise à disposition par le Groupe M6 est rémunérée sous forme d'obligations convertibles en actions (« OCA » ci-après), émises et souscrites en deux tranches successives le 2 mai 2019 et le 4 juillet 2020. Bien que non consommatrice de trésorerie (« charge non-cash » ci-après), elle est reconnue comme une charge dans le résultat opérationnel au fur et à mesure de son utilisation.

Le retraitement consiste à exclure du résultat opérationnel les charges non-cash rémunérées en OCA de consommation des espaces publicitaires mis à disposition par le Groupe M6. Ce retraitement fait ainsi ressortir l'essence de l'accord *media-for-equity*, conclu avec M6 Interactions en mars 2019 pour une durée maximale de 3 ans.

(3) Des allègements de loyers, au cours des premières années de bail, ont été obtenus pour les boutiques parisiennes. Par conséquent ces allègements entraînent un loyer inégal dans le temps (i.e. sur toute la durée du bail) rendant plus difficile les comparaisons d'un exercice à l'autre. En pareil cas, l'avis de l'OEC n°29 de 1995 sur les contrats de location invite à lisser sur toute la durée du bail le loyer dit réel, correspondant au total des loyers annuels sur toute la durée du bail moins le total des allègements octroyés par le bailleur. Le loyer apparaît ainsi linéaire tout au long des exercices, y compris pour toutes les périodes de franchise totale

(i.e. exonération totale de loyer). Ce faisant, une charge de loyer peut être comptabilisée y compris pour des périodes où aucune loyer n'est décaissé, ni décaissable.

Le retraitement opéré vise à ne retenir au résultat opérationnel que le loyer réellement facturé par le bailleur. Ce retraitement fait ainsi ressortir le résultat des négociations commerciales entre la Société et le bailleur.

- (4) La société a été facturée au premier semestre 2020 de l'intégralité des loyers qu'elle devait décaisser au cours de l'exercice 2020-21. A ce titre il convient de répartir cette charge sur l'intégralité de l'exercice et non la considérer sur le seul premier semestre.

Le retraitement consiste à répartir équitablement tout au long de l'exercice le loyer facturé par le bailleur. Ce retraitement fait ainsi ressortir le résultat des négociations commerciales entre la Société et le bailleur.

- (5) Retraitement de la charge des actions gratuites attribuées par la Société, afin de refléter sa performance opérationnelle indépendamment de sa politique d'attraction et de rétention de ses cadres clés.

- (6) Concerne l'étalement des coûts de la réalisation des spots publicitaires, confiée au Groupe M6, sur leur période d'utilisation effective.

- (7) EBITDA RETRAITE : Cet indicateur correspond à l'EBITDA (cf. note (1) ci-dessus) duquel sont soustraites les charges détaillées en notes 2 à 6 ci-dessus, s'agissant principalement de charges non -cash.

Il ne constitue pas un agrégat financier défini par les normes comptables françaises et n'est pas directement comparable aux indicateurs ainsi dénommés par d'autres entreprises.

L'Ebitda retraité constitue une mesure de performance opérationnelle suivie par la Société, permettant à sa direction d'appréhender les activités et les tendances opérationnelles en cours. Son évolution est commentée dans la section 2.2 du présent rapport.

- (8) EBIT RETRAITE : Cet indicateur correspond au Résultat d'Exploitation Courant duquel sont soustraites les charges détaillées en notes 2 à 6 ci-dessus.

Il ne constitue pas un agrégat financier défini par les normes comptables françaises et n'est pas directement comparable aux indicateurs ainsi dénommés par d'autres entreprises.

L'Ebit retraité constitue une mesure de performance opérationnelle en prenant en compte les dotations et reprises de provisions et d'amortissement suivie par la Société, permettant à sa direction d'appréhender les activités et les tendances opérationnelles en cours.

2.2 COMMENTAIRES SUR L'ACTIVITE DE LA SOCIETE SUR LA PERIODE

2.2.1 CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires du premier semestre s'établit à 18.413 K€, en hausse de 137 K€ (+0.7%) par rapport à la même période l'an passé.

Miliboo a réalisé au 1^{er} trimestre 2021-22 un chiffre d'affaires de 9,0 M€, réitérant quasiment celui enregistré au 1^{er} trimestre de l'exercice 2020-21, alors en croissance record de +41,2%. Ce premier trimestre s'est déroulé dans un environnement de consommation plus normalisé dans le secteur du *e-commerce* et a été pénalisé par des retards de production et d'import entraînant des ruptures de disponibilité de produits.

Malgré ce contexte de tensions inédit sur la chaîne d'approvisionnement, Miliboo a renforcé progressivement la disponibilité de ses produits pour répondre à une demande toujours bien orientée. La société a ainsi réussi à réaliser un chiffre d'affaires de 9,4 M€ au 2^{ème} trimestre, en croissance de +4,3% par rapport à celui enregistré au 2^{ème} trimestre de l'exercice 2020-21.

La France – 86.3% du CA total – a progressé de 2%, comprenant un retrait stratégique de *marketplace* jugées moins rentables. L'activité à l'international est en recul de 6.4%, expliqué par le retrait stratégique opéré sur les marchés UK et Suisse, jugés contraignants et non rentables. Ces marchés combinés représentaient 0.2 M€ de ventes sur le premier semestre l'an passé.

Le panier moyen du 1^{er} semestre a progressé de 12.5% pour s'établir à 301 € HT contre 267 € HT l'an passé.

2.2.2 MARGE BRUTE

Le taux de marge brute ² s'établit à 59.2% sur cette période, à comparer à un taux de 62.4% sur la même période l'an passé.

Ce taux a été pénalisé d'une part par une destruction de stocks de produits non commercialisables et d'autre part par le renchérissement des prix en amont, des matières premières au coût de transport. En effet une pression inflationniste, notamment du fret international, est apparue dans le courant de l'année 2021, impactant tout importateur de produits manufacturés.

Cependant une partie significative de la hausse des prix de revient a été résorbée par les initiatives exécutées par Miliboo ayant eu pour effet une augmentation significative du panier moyen.

2.2.3 CHARGES ET PRODUITS D'EXPLOITATION

Les charges et produits d'exploitation détaillés ci-dessous s'entendent hors tout retraitement explicité en notes 2 à 6 du paragraphe 2.1 du présent rapport).

Les charges et produits d'exploitation ³ s'élèvent en totalité à 10.325 K€ pour la période, contre 10.910 K€ pour la même période l'an passé, soit une diminution de 585 K€ (-5.4%).

Miliboo a mené un travail constant d'optimisation de l'ensemble de ses coûts opérationnels. Ainsi :

- les dépenses marketing ont été amenées à 11.8% du chiffre d'affaires contre 13% sur la période précédente (-221 K€) ;
- les coûts de livraison au client ont été améliorés à 13.2% du chiffre d'affaires contre 14.6% sur la période précédente (-235 K€) ;
- les coûts d'informatiques – hébergement des serveurs et gestion du trafic, développement et maintenance des systèmes actuels – ont récolté les fruits d'un travail de maximisation mené sur l'exercice précédent, et ont diminué de 375 K€.

Parallèlement la société enregistre des charges nouvelles telles principalement celles liées à sa nouvelle boutique rue de Rivoli ouverte en juin (232 K€ de coût total pour la période).

² Soit la marge brute (i.e. Chiffre d'affaires – achats de marchandises + ou – variation de stocks, y compris de matières premières) rapportée au Chiffre d'affaires.

³ Autres qu'achats de marchandises et matières premières, variation de stock, dotation aux amortissements et provisions, mais comprenant les transferts de charges et la production immobilisée

Enfin, les charges de personnel sont maîtrisées, ne progressant que de 4 K€, représentant 7.8% du chiffre d'affaires contre 7.9% pour la même période l'an passé.

2.2.4 EBITDA RETRAITE

Les charges et produits d'exploitation retraités⁴ ressortent à 9.891 K€ à comparer à 10.284 K€ pour la même période l'an passé, soit une diminution de 393 K€ (-3.8%).

L'Ebitda retraité, qui est une mesure de performance opérationnelle suivie par la Société, ressort positif de 1.018 K€ à comparer à 1.119 K€ lors de la même période l'an passé, soit une diminution de 101 K€. Rapporté au chiffre d'affaires la société a maintenu un niveau d'Ebitda retraité proche de celui de l'an passé.

2.2.5 EBITDA

L'EBITDA ressort à 584 K€, à comparer 493 K€ l'an passé, soit une amélioration de 18.3 % (+90 K€) à comparer à une augmentation du CA de 0.7 %.

Le ratio EBITDA / CA s'établit à 3.2 % du chiffre d'affaires, à comparer à 2.7 % pour la même période l'an passé. Ceci traduit une amélioration sensible de la rentabilité opérationnelle ce premier semestre.

2.2.6 EBIT RETRAITE

L'Ebit retraité, qui s'apparente au résultat d'exploitation retraité des charges non cash ou non récurrentes détaillées dans la section 2.1 du présent rapport, ressort positif de 942 K€ (5.1 % du chiffre d'affaires) à comparer à 910 K€ sur la même période l'an passé, soit une progression de 32 K€ (+3 %).

2.2.7 RESULTAT D'EXPLOITATION COURANT (EBE)

Le résultat d'exploitation courant (« EBE » ci-après) ressort à 508 K€ (2.8 % du chiffre d'affaires), à comparer à 285 K€ pour la même période l'an passé, soit une progression de 223 K€ (+78.4 %).

La très nette amélioration de la rentabilité opérationnelle, avec un ratio EBE/ CA de 2.8 % contre 1.6 % l'an passé, s'explique par l'abaissement des charges et des provisions d'exploitation plus forte que la baisse de marge.

2.2.8 RESULTAT FINANCIER, RESULTAT EXCEPTIONNEL

Le résultat financier ressort négatif de 165 K€, à comparer à une perte de 70 K€ pour la même période l'an passé, expliqué par une dépréciation du compte courant d'une filiale.

Le résultat exceptionnel ressort négatif de 92 K€, à comparer à un produit de 78 K€ pour la même période l'an passé, expliqué principalement par des immobilisations mises au rebut ainsi qu'une provision pour risque.

2.2.9 RESULTAT NET

Le Résultat Net ressort positif à 266 K€ (1,4 % du chiffre d'affaires), à un niveau quasi identique à celui de la même période l'an passé (292 K€, soit 1.6% du chiffre d'affaires).

⁴ I.e. autres qu'achats de marchandises et matières premières, variation de stock, dotation aux amortissements et provisions, mais comprenant les transferts de charges et la production immobilisée et retraitées des éléments décrits aux notes 2 à 6 de la section 2.1 du présent rapport

2.3 FLUX DE TRESORERIE

En milliers d'euros	31/10/2021 - 6 Mois -	Reclassemen t OCA M6 ⁽¹⁾	Autres Retraitemen ts ^{(2) (3)}	31/10/2021 - 6 Mois - Retraité	31/10/2020 - 6 Mois -	Reclassemen t OCA M6 ⁽¹⁾	Autres Retraitemen ts ^{(2) (3)}	31/10/2020 - 6 Mois - Retraité
OPERATIONS D'EXPLOITATION								
Résultat net	266			266	292			292
- Amortissements	193			193	147			147
- Provisions	34			34	61			61
- Plus-values de cession, nettes d'impôts	60			60	-			-
- Production immobilisée	-			-	-			-
- Subvention	(62)			(62)	(59)			(59)
- Autre	(314)			(314)	-			-
- Produits & Charges sans contrepartie en trésorerie ^{(2) (3)}			463	463			414	414
Total Variation de Trésorerie issue du Résultat de la période	178	-	463	641	441	-	414	855
Variation du besoin en fonds de roulement liée à l'activité ⁽¹⁾	(4 547)	-	(463)	(5 010)	(235)	2 500	(414)	1 850
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES	(4 369)	-	-	(4 369)	206	2 500	-	2 706
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT								
Acquisitions d'immobilisations	(691)			(691)	(138)			(138)
Cessions d'immobilisations	23			23	-			-
(Augmentations) / Réductions d'immobilisations financières	33			33	(68)			(68)
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	(635)	-	-	(635)	(207)	-	-	(207)
OPERATIONS DE FINANCEMENT								
Augmentations de capital en numéraire (dont prime d'émission)	869			869	-			-
Emission d'Obligations Convertibles en Actions ⁽¹⁾	-			-	2 500	(2 500)		-
Souscription d'emprunts bancaires	-			-	3 400			3 400
Remboursements d'emprunts	(433)			(433)	(79)			(79)
Subvention d'investissement reçue	200			200	-			-
Variation des comptes courant	20			20	22			22
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	656	-	-	656	5 843	(2 500)	-	3 343
VARIATION NETTE DE TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE	(4 348)	-	-	(4 348)	5 842	-	-	5 842
TRESORERIE & EQUIVALENTS DE TRESORERIE A L'OUVERTURE	12 859			12 859	3 060			3 060
TRESORERIE & EQUIVALENTS DE TRESORERIE A LA CLOTURE	8 511			8 511	8 902			8 902
<i>Dont Concours bancaires courants</i>	-			-	-			-

Le tableau de flux de trésorerie standard est établi par différence de soldes de différents postes comptables, principalement de bilan, entre le 31 octobre Année N et le 30 avril Année N-1. Cependant, certains postes de bilan peuvent avoir varié sans aucun effet sur la trésorerie réelle de la société.

Tel est le cas, par exemple sur la période précédente, de 2.500 K€ d'obligations convertibles émises par la Société pour compenser une dette envers M6 de mise à disposition d'espaces publicitaires. Cette émission d'emprunt obligataire, classée selon la méthode standard, en flux de financement, n'a, dans les faits, pas donné lieu à un flux de trésorerie pour la Société (cf. note 3 ci-dessous). Il convient alors de retraiter la présentation de cet élément afin de refléter le véritable niveau de flux de trésorerie provenant des opérations de financement.

Ainsi, afin de refléter la réalité de la consommation ou de la génération de trésorerie sur l'exercice, la présentation dans le tableau de flux de trésorerie des éléments suivants a été retraitée :

- (1) « Retraitement OCA M6 » : Le retraitement consiste à refléter fidèlement l'absence d'apport de trésorerie de l'émission d'obligations convertibles en actions auprès de M6, cette émission ayant été effectuée en compensation d'une dette (i.e. la mise à disposition par avance de la couverture médiatique).
- (2) « Allègements de Loyers » : La Société bénéficie d'allègements de loyers au cours des premières années de bail. Cependant, par application de l'avis de l'OEC n°29 de 1995 sur les contrats de location, même non décaissée et non décaissable, une charge de loyer doit être enregistrée comptablement tout au long de l'exercice, y compris pour les mois en franchise totale (se reporter à la note 3 du paragraphe 2.1 du présent rapport). Le retraitement consiste à exclure cette charge non-cash du résultat opérationnel et sa contrepartie présentée initialement en besoin en fond de roulement.
- (3) « Diffusion Spot TV-Radio-Web rémunérées en OCA » : La consommation des espaces publicitaires mis à disposition par M6 est reconnue comme une charge dans le résultat opérationnel. Cette charge est rémunérée en obligations convertibles en actions et non par un flux de trésorerie. Le retraitement vise à exclure cette charge non-cash du résultat opérationnel et sa contrepartie présentée initialement en besoin en fond de roulement.

ANALYSE DU TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE RETRAITE

Le résultat net, exclusion faite des charges comptables sans effet sur la trésorerie, a généré 641 K€ de trésorerie à comparer à une génération de 855 K€ sur la période comparative.

Le besoin en fonds de roulement lié à l'activité a progressé de 5.010 K€, principalement expliqué par 1) le renforcement des quantités en stocks afin de maintenir un haut taux de disponibilités de l'offre et répondre à la croissance de son activité, et 2) le renchérissement de ces mêmes produits sous l'impulsion d'une augmentation des coûts d'achat et d'import.

La société a procédé à 635 K€ d'investissements, principalement dévolus à la boutique de Rivoli et la construction d'une nouvelle plate-forme informatique propriétaire.

La société a bénéficié de l'exercice des BSPCE (cf. point 1.3.1 du présent rapport) ainsi que d'une subvention d'investissement, et a procédé à 433 K€ de remboursements de prêts moyen et long terme. Pour rappel, les échéances avaient été suspendues de mars à septembre 2020, expliquant la variation de ce poste d'une année à l'autre.

Au 31 octobre 2021, la trésorerie disponible s'élève à 8.402 K€ contre 12.750 K€ à la clôture de l'exercice précédent. L'endettement bancaire seul s'établit à 7.298 K€ au 31 octobre 2021 contre 7.741 K€ à fin d'exercice précédent.

Hors émission d'emprunt convertible envers le Groupe M6, la Société présente une trésorerie nette positive de 1.1 M€.

3 ETATS FINANCIERS COMPTABLES AU 31 OCTOBRE 2021

3.1 COMPTE DE RESULTAT

En milliers d'euros	Notes	31/10/2021 - 6 Mois -	31/10/2020 - 6 Mois -	30/04/2021 - 12 Mois -
Chiffre d'affaires	5.1	18 413	18 276	40 951
Production immobilisée		-	-	-
Subvention d'exploitation	5.2	9	-	9
Autres produits d'exploitation	5.2	290	205	429
Produits d'exploitation		18 712	18 481	41 389
Achats de marchandises et matières premières		(10 113)	(7 451)	(15 809)
Variation de stocks de marchandises et matières premières		2 609	579	871
Autres coûts accessoires				(39)
Autres achats et charges externes	5.3	(8 770)	(9 357)	(19 191)
Impôts, taxes et versements assimilés		(141)	(167)	(317)
Salaires et traitements	5.4	(1 177)	(1 041)	(2 425)
Charges sociales	5.4	(262)	(402)	(1 216)
Dotations aux amortissements et provisions	5.5	(294)	(314)	(667)
Autres charges		(58)	(42)	(56)
Charges d'exploitation		(18 204)	(18 196)	(38 848)
RESULTAT D'EXPLOITATION		508	285	2 541
Produits financiers		19	8	29
Charges financières		(184)	(78)	(726)
RESULTAT FINANCIER	5.6	(165)	(70)	(698)
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS		343	214	1 843
Produits exceptionnels		189	82	229
Charges exceptionnelles		(280)	(5)	(108)
RESULTAT EXCEPTIONNEL	5.7	(92)	78	121
Impôt sur les bénéfices	5.8	15	-	(108)
RESULTAT DE L'EXERCICE		266	292	1 856
Nombre d'actions existantes à date de clôture ⁽¹⁾		5 447 691	4 913 535	4 968 151
Résultat de base par actions (hors actions propres)		0,05	0,06	0,38
Nombre d'actions maximales (i.e. incluant les émissions potentielles)		6 930 905	6 930 905	6 900 120
Résultat de base par actions (hors actions propres)		0,04	0,04	0,27
⁽¹⁾ dont Nombre d'actions propres		62 809	64 336	52 925

3.2 BILAN

En milliers d'euros	31/10/2021		30/04/2021	
	Brut	Amort. / Prov.	Net	Net
Immobilisations incorporelles	2 099	1 526	573	332
Immobilisations corporelles	2 545	1 158	1 387	1 132
Immobilisations financières	1 601	372	1 229	1 277
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	6 245	3 056	3 189	2 742
Stocks	8 367	187	8 181	5 484
Clients et comptes rattachés	1 019	17	1 002	955
Autres créances	1 725	511	1 214	1 142
Valeurs mobilières de placement	109	-	109	109
Disponibilités	8 402	-	8 402	12 750
Comptes de régularisation	1 303	-	1 303	1 710
TOTAL ACTIF CIRCULANT	20 925	715	20 210	22 151
Ecart de conversion actif	1	-	1	1
TOTAL ACTIF	27 171	3 771	23 400	24 894
CAPITAUX PROPRES				
Capital social			545	497
Primes d'émission			2 380	1 560
Réserve légale			10	10
Autres réserves			-	-
Report à nouveau			(928)	(2 784)
Résultat exercice			266	1 856
Subventions d'investissement			536	398
TOTAL CAPITAUX PROPRES			2 809	1 536
Provisions pour risques et charges			423	628
Emprunts obligataires convertibles			3 847	3 819
Emprunts et dettes établissements de crédit			7 298	7 741
Emprunts et dettes financières divers			34	14
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			4 021	5 677
Dettes fiscales et sociales			2 330	2 641
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			-	2
Autres dettes			2 622	2 812
Comptes de régularisation			0	3
TOTAL DETTES			20 575	23 337
Ecart de conversion passif			16	21
TOTAL PASSIF			23 400	24 894

3.3 TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

En milliers d'euros	31/10/2021 - 6 Mois -	31/10/2020 - 6 Mois -	30/04/2021 - 12 Mois -
OPERATIONS D'EXPLOITATION			
Résultat net	266	292	1 856
- Amortissements	193	147	306
- Provisions	34	61	711
- Plus-values de cession, nettes d'impôts	60	-	-
- Production immobilisée	-	-	-
- Subvention	(62)	(59)	(118)
- Autre	(314)	-	328
Total Variation de Trésorerie issue du Résultat de la période	178	441	3 083
 Variation du besoin en fonds de roulement liée à l'activité	 (4 547)	 (235)	 2 423
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES	(4 369)	206	5 506
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT			
Acquisitions d'immobilisations	(691)	(138)	(563)
Cessions d'immobilisations	23	-	-
(Augmentations) / Reductions d'immobilisations financières	33	(68)	(571)
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	(635)	(207)	(1 134)
OPERATIONS DE FINANCEMENT			
Augmentations de capital en numéraire (dont prime d'émission)	869	-	-
Emission d'Obligations Convertibles en Actions	-	2 500	2 500
Souscription d'emprunts bancaires	-	3 400	3 400
Remboursements d'emprunts	(433)	(79)	(478)
Subvention d'investissement reçue	200	-	-
Variation des comptes courant	20	22	4
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	656	5 843	5 427
VARIATION NETTE DE TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE	(4 348)	5 842	9 798
 TRESORERIE & EQUIVALENTS DE TRESORERIE A L'OUVERTURE	 12 859	 3 060	 3 060
TRESORERIE & EQUIVALENTS DE TRESORERIE A LA CLOTURE	8 511	8 902	12 859
<i>Dont Concours bancaires courants</i>	-	-	()

3.4 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	Capital social	Primes d'émission	Réserves	Report à nouveau	Résultat	Autres	Total
Situation au 30/04/2020	491	1 565	10	(1 001)	(1 783)	516	(202)
Affectation du résultat (1)				(1 783)	1 783		-
Résultat de la période					1 856		1 856
Augmentations de capital	5	(5)					-
Subventions d'investissements (2)						(118)	(118)
Autres variations							-
Situation au 30/04/2021	497	1 560	10	(2 784)	1 856	398	1 536

En milliers d'euros	Capital social	Primes d'émission	Réserves	Report à nouveau	Résultat	Autres	Total
Situation au 30/04/2021	497	1 560	10	(2 784)	1 856	398	1 536
Affectation du résultat ⁽¹⁾				1 856	(1 856)		-
Résultat de la période					266		266
Augmentations de capital ⁽²⁾	48	821					869
Subventions d'investissements ⁽³⁾						138	138
Autres variations						-	-
Situation au 31/10/2021	545	2 380	10	(928)	266	536	2 809

(1) Par décision de l'Assemblée Générale Mixte du 21 octobre 2021 d'affecter le bénéfice au report à nouveau.

- (2) Emission d'actions ordinaires nouvelles par décision du Conseil d'Administration respectivement le 7 juin et le 27 septembre 2021, dans le cadre d'acquisition définitive d'instruments de capitaux.
Les 821 K€ correspondent à la prime d'émission liée à l'exercice de BSPCE en date du 3 juin 2021
Se reporter au paragraphe 1.4 du présent rapport.
- (3) Dont 200 K€ de subvention d'investissement reçue pour la boutique de Rivoli. Les autres mouvements sur ce poste représentent l'étalement dans le résultat exceptionnel des subventions d'investissement (travaux d'aménagement) ⁵ des boutiques sur la durée d'amortissements de travaux ainsi subventionnés.

3.5 RECONCILIATION DU RESULTAT D'EXPLOITATION ET DE L'EBITDA RETRAITE

En milliers d'euros	31/10/2021 - 6 Mois -	31/10/2020 - 6 Mois -	% Variation
RESULTAT D'EXPLOITATION COURANT	508	285	78%
Diffusion Spot TV-Radio-Web rémunérées en OCA	520	365	42%
Franchises de loyer des boutiques	(56)	50	-213%
Etalement sur l'exercice des loyers de la boutique Madeleine	-	210	-100%
Charges de plan de rémunération en actions	(71)	43	-266%
Autres charges retraitées	42	(42)	
EBIT RETRAITE	942	910	3%
+ Dotations aux amortissements et provisions	294	314	-7%
- Reprises sur amortissements et provisions	(218)	(105)	-107%
EBITDA RETRAITE	1 018	1 119	-9%

⁵ Se reporter au paragraphe 4.12 du présent rapport présentant plus en détail la norme comptable.

4 PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

4.1 REFERENTIEL COMPTABLE DE LA SOCIETE

Les comptes intermédiaires résumés de la Société ont été établis en conformité avec les principes généraux d'établissement et de présentation des comptes semestriels (recommandation CNC 99R01 et règlement ANC n°16-07 du Code du Commerce du 4 novembre 2016), relatifs au PCG, modifiés par les règlements du Comité de la Réglementation Comptable et de l'Autorité des Normes Comptables.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

La Société ne remplissant pas les critères définis par le règlement R.233-16, elle n'est pas dans l'obligation d'établir des comptes consolidés. Les comptes sociaux sont clôturés au 30 avril de chaque année, les comptes intermédiaires sont établis au 31 octobre de chaque année.

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices.

La préparation des états financiers nécessite de la part de la Direction l'exercice du jugement, l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui ont un impact sur les montants d'actif et de passif à la clôture ainsi que sur les éléments de résultat de la période. Ces estimations tiennent compte de données économiques susceptibles de variations dans le temps et comportent des aléas.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue.

L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement. Il n'y a pas eu de changement d'estimations comptables au cours des périodes présentées.

4.2 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Généralités

Les immobilisations incorporelles correspondent principalement à des logiciels et des applications produits par l'entreprise, en fonction des dépenses encourues sur les projets.

Les immobilisations incorporelles sont également constituées des marques et noms de domaine acquis, comptabilisés à leur coût d'acquisition, comprenant le prix d'achat et les frais accessoires.

Ces immobilisations incorporelles sont amorties selon le mode linéaire sur des périodes qui correspondent à leur durée d'utilité prévue, à savoir :

- pour les logiciels : 1 an à 3 ans ;
- pour les noms de domaine : 1 à 10 ans.

Les dotations aux amortissements sont comptabilisées au compte de résultat dans le poste « dotations aux amortissements et provisions ».

Frais de développement informatique

Les frais de développement informatique sont comptabilisés en charge de la période au cours de laquelle ils sont engagés.

Les frais de développement informatique relatifs à des projets répondant aux critères d'activation sont comptabilisés en immobilisations incorporelles et amortis linéairement sur 3 ans à compter de leur date de début d'utilisation.

Les dotations aux amortissements sont comptabilisées au compte de résultat dans le poste « dotations aux amortissements et provisions ».

A la clôture, les projets non terminés sont comptabilisés en avance et acomptes sur immobilisations incorporelles.

4.3 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production et amorties selon les durées moyennes suivantes :

- Matériel : 2 à 5 ans en linéaire ;
- Agencement et installations : 4 à 10 ans en linéaire ;
- Matériel et mobilier de bureau : 5 à 10 ans en linéaire ;
- Matériel informatique : 3 à 5 ans en linéaire ou dégressif.

Les dotations aux amortissements sont comptabilisées au compte de résultat dans le poste « dotations aux amortissements et provisions ».

4.4 IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les immobilisations financières figurent au bilan à leur coût d'acquisition et sont, si nécessaire, dépréciées pour tenir compte de leur valeur d'inventaire à la date de clôture.

Les immobilisations financières sont constituées de :

- Titres de Participation ;
- Créances rattachées à des participations ;
- Dépôts et cautionnements ;
- Actions propres et espèces détenues dans le cadre du contrat de liquidité.

4.5 DEPRECIATION DES ACTIFS

Lorsqu'il existe un quelconque indice démontrant que la valeur des immobilisations corporelles, incorporelles ou financières est susceptible d'être remise en cause à la clôture, un test de dépréciation est effectué.

La valeur nette comptable de l'actif immobilisé est alors comparée à sa valeur actuelle et une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur actuelle est inférieure à la valeur nette comptable.

La valeur actuelle est la valeur la plus élevée de la valeur vénale ou de la valeur d'usage. Cette dernière est calculée par une approche multicritère, notamment en fonction des flux nets de trésorerie attendus de ces actifs.

Aucun indice de perte de valeur n'a été détecté sur la période remettant en cause la valeur des actifs corporels et incorporels.

4.6 PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions sont constatées lorsque, à la date de clôture, il existe une obligation de la Société à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé dont le règlement devrait se traduire par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques.

Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel. Elle peut également découler de pratiques de la Société ou d'engagements publics ayant créé une attente légitime de tiers concernés par le fait que la Société assumera certaines responsabilités.

L'estimation du montant figurant en provision correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que la Société doive supporter pour éteindre son obligation. Si aucune évaluation fiable ne peut être réalisée, aucune provision n'est comptabilisée. Une information est alors fournie en annexe.

4.7 STOCKS

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût de revient réel. Le coût de la sous-activité et les intérêts sont exclus de la valeur des stocks.

Les matières et marchandises ont été évaluées au prix d'achat converti au jour de la lettre de connaissance majoré des coûts de transports, de douane et de contrôle qualité. Les frais de stockage n'ont pas été pris en compte pour l'évaluation des stocks.

Les stocks ont été dépréciés le cas échéant pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêt des comptes.

Une provision pour dépréciation est constatée en fonction des perspectives de vente, des évolutions technologiques et plus généralement du risque lié à l'obsolescence ainsi que du taux de rotation des stocks.

Une dépréciation est aussi constatée lorsque la valeur de réalisation des stocks en fin d'exercice est inférieure à leur valeur d'inventaire. Il en est de même lorsque les stocks présentent des risques de non-écoulement à des conditions normales. Ainsi, les retours de marchandises, les stocks soldeurs et les stocks non conformes sont provisionnés à 32.5%, correspondant à la perte de marge constatée de manière statistique sur ces produits.

4.8 CREANCES

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. Elles sont relatives principalement aux créances commerciales envers les places de marché. Elles sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des impossibilités de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu. Les provisions pour dépréciation éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et la valeur probable de réalisation.

Les autres créances comprennent principalement les créances fiscales, par exemple la TVA.

4.9 OPERATIONS EN DEVISES ETRANGERES

Les transactions libellées en devises sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction.

En fin d'exercice, les créances et les dettes libellées en devises sont converties sur la base du taux de change de clôture. Les écarts de conversion qui en résultent sont comptabilisés en écart de conversion, actif et passif. Toute provision pour risque de perte de change est intégrée au résultat financier.

Les écarts de règlements des dettes et créances commerciales sont comptabilisés dans les postes d'autres charges et autres produits, partie intégrante du résultat opérationnel.

4.10 ENGAGEMENTS DE RETRAITE

L'évaluation des engagements de retraite est effectuée, par la méthode actuarielle préférentielle, telle que recommandée par le Conseil National de la Comptabilité- n° 2003-R 01.

Les engagements de retraite ne sont pas comptabilisés dans le compte de résultat mais sont mentionnés dans les engagements hors bilan. Le montant correspond à la valeur actualisée des engagements, diminuée de la juste valeur des actifs du régime.

Pour rappel, les critères qui ont été retenus au 30 avril 2021 par la Société étaient les suivants :

- Paramètres économiques :
 - Revalorisation annuelle des salaires de 3 % ;
 - Taux d'actualisation retenu de 1 % ;
 - Taux de rotation retenu de 1.5 % ;
 - Table de mortalité : INSEE 2014-2016.
- Paramètres sociaux :
 - Départ volontaire à 65 ans ;
 - Taux de charges sociales moyen de 44 %.

4.11 CHIFFRE D'AFFAIRES

La reconnaissance du chiffre d'affaires a lieu lors du transfert des risques et de propriété, à savoir lors de la remise du bien au transporteur. Il est principalement constitué :

- des ventes de marchandises,
- de la refacturation de frais de transport et de ports sur vente, et
- de diverses refacturations.

4.12 SUBVENTION D'INVESTISSEMENT

L'octroi d'une subvention d'investissement par un organisme privé vise à financer l'acquisition ou la construction d'un actif corporel. L'enregistrement de la subvention n'a pas d'impact sur le coût d'entrée de l'immobilisation subventionnée.

Conformément au PCG la Société doit échelonner sur plusieurs exercices la constatation de l'enrichissement provenant de ces subventions. La Société comptabilise au compte de résultat une quote-part de la subvention au fur et à mesure de l'amortissement de l'immobilisation ainsi financée. Seul figure au bilan le montant net de la subvention non encore inscrite au compte de résultat.

4.13 FRANCHISES DE LOYER

Une franchise de loyer accordée, exceptionnelle par rapport aux conditions du marché, entraîne une variation des échéances contractuelles qui n'est justifiée ni techniquement ni économiquement. L'avis OEC N°29 de 1995 sur la comptabilisation des contrats de location préconise de linéariser les loyers sur la durée du contrat, de manière à traduire les avantages économiques procurés par le bien de période en période. Dans ce cas, le produit de la franchise est étalé sur la durée du contrat, une charge à payer étant alors comptabilisée pendant la période de franchise. Il en résulte une répartition linéaire des loyers inégalement répartie dans le temps (cas des franchises), conformément à l'utilisation réelle du bien et non à la lettre du contrat.

4.14 RESULTAT EXCEPTIONNEL

Les produits et les charges qui, par leur nature, leur occurrence, ou leur caractère significatif, ne relèvent pas des activités courantes du groupe, sont comptabilisés en résultat exceptionnel.

4.15 RESULTAT PAR ACTION

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre d'actions ordinaires à la clôture de l'exercice.

5 NOTES SUR LES COMPTES SOCIAUX

5.1 CHIFFRE D'AFFAIRES

<i>En milliers d'euros</i>	31/10/2021 - 6 Mois -	31/10/2020 - 6 Mois -	30/04/2021 - 12 Mois -
Ventes de marchandises	17 628	17 518	39 230
Eco-Participation (Eco-Mobilier; D3E)	204	223	489
Participation aux frais de port	517	468	1 084
Refacturations diverses	64	66	148
Chiffre d'affaires	18 413	18 276	40 951
<i>Ventilation du poste de ventes de marchandises :</i>	31/10/2021 - 6 Mois -	31/10/2020 - 6 Mois -	30/04/2021 - 12 Mois -
France	15 425	15 109	34 087
Communauté Economique Européenne	2 203	2 303	5 034
Export	-	107	109
Ventes de marchandises	17 628	17 518	39 230

Le chiffre d'affaires du premier semestre s'établit à 18.413 K€, en hausse de 137 K€ (+0.7%) par rapport à la même période l'an passé.

Miliboo a réalisé au 1^{er} trimestre 2021-22 un chiffre d'affaires de 9,0 M€, réitérant quasiment celui enregistré au 1^{er} trimestre de l'exercice 2020-21, alors en croissance record de +41,2%. Ce premier trimestre s'est déroulé dans un environnement de consommation plus normalisé dans le secteur du *e-commerce* et a été pénalisé par des retards de production et d'import entraînant des ruptures de disponibilité de produits.

Malgré ce contexte de tensions inédit sur la chaîne d'approvisionnement, Miliboo a renforcé progressivement la disponibilité de ses produits pour répondre à une demande toujours bien orientée. La société a ainsi réussi à réaliser un chiffre d'affaires de 9,4 M€ au 2^{ème} trimestre, en croissance de +4,3% par rapport à celui enregistré au 2^{ème} trimestre de l'exercice 2020-21.

La France – 86.3% du CA total – a progressé de 2%, comprenant un retrait stratégique de *marketplace* jugées moins rentables. L'activité à l'international est en recul de 6.4%, expliqué par le retrait stratégique opéré sur les marches UK et Suisse, jugés contraignants et non rentables. Ces marchés combinés représentaient 0.2 M€ de ventes sur le premier semestre l'an passé.

Le panier moyen du 1^{er} semestre a progressé de 12.5% pour s'établir à 301 € HT contre 267 € HT l'an passé.

5.2 AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

<i>En milliers d'euros</i>	31/10/2021 - 6 Mois -	31/10/2020 - 6 Mois -	30/04/2021 - 12 Mois -
Production Immobilisée	-	-	-
Reprise amortissements et provisions d'exploitation	218	105	149
Transferts de charge d'exploitation	38	41	177
Subventions d'exploitation	9	-	9
Gain de change sur créance et dettes commerciales	25	59	101
Autres produits	10	0	3
Autres produits d'exploitation	299	205	438

L'augmentation de 94 K€ des produits d'exploitation s'explique principalement par la reprise de la provision de dépréciation des stocks qui ont été détruits au cours de la période (91 K€).

5.3 AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES

En milliers d'euros	31/10/2021 - 6 Mois -	31/10/2020 - 6 Mois -	30/04/2021 - 12 Mois -
Publicité, relations publiques, marketing	(2 171)	(2 391)	(5 103)
Transports de biens	(2 432)	(2 666)	(5 649)
Frais de stockage	(31)	(471)	(888)
Rémunérations d'intermédiaires	(1 192)	(1 377)	(2 172)
Honoraires	(220)	(148)	(383)
Sous-traitance générale	(1 255)	(1 115)	(2 509)
Locations et crédit bail	(893)	(678)	(1 396)
Services bancaires	(132)	(145)	(298)
Commissions sur emprunt	(6)	-	(3)
Déplacements	(84)	(43)	(97)
Divers	(354)	(321)	(694)
Autres achats et charges externes	(8 770)	(9 357)	(19 191)

Le total des « autres achats et charges externes » s'établissent à 8.770 K€ pour la période, contre 9.357 pour la période précédente, soit une diminution de 588 K€ (-6%).

Miliboo a mené un travail constant d'optimisation de l'ensemble de ses coûts opérationnels. Ainsi :

- Le poste « Publicité, relations publiques, marketing » a diminué de 221 K€, représentant ainsi 11.8% du chiffre d'affaires contre 13% sur la période précédente ;
- Le poste « Transports de biens » s'est amélioré de 235 K€, représentant ainsi 13.2% du chiffre d'affaires contre 14.6% sur la période précédente ;
- les coûts d'informatiques – hébergement des serveurs et gestion du trafic, développement et maintenance des systèmes actuels – ont récoltés les fruits d'un travail de maximisation mené sur l'exercice précédent, et ont diminué de 375 K€ ;

A contrario la société enregistre des charges nouvelles telles principalement celles liées à sa nouvelle boutique rue de Rivoli ouverte en juin. Ces charges totales s'établissent à 232 K€ pour toute la période, et sont réparties sur différents postes du tableau ci-dessus.

5.4 CHARGES DE PERSONNEL

En milliers d'euros	31/10/2021 - 6 Mois -	31/10/2020 - 6 Mois -	30/04/2021 - 12 Mois -
Salaires et traitements	(1 177)	(1 041)	(2 425)
Charges sociales	(332)	(359)	(887)
Attribution Gratuite d'Actions	71	(43)	(328)
Charges de personnel	(1 438)	(1 443)	(3 640)

Le poste des « charges de personnel » est maîtrisé, ne progressant que de 4 K€, représentant 7.8% du chiffre d'affaires contre 7.9% pour la même période l'an passé.

5.5 DOTATION AUX AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS ET PROVISIONS

En milliers d'euros	31/10/2021 - 6 Mois -	31/10/2020 - 6 Mois -	30/04/2021 - 12 Mois -
Dotations aux amortissements	(193)	(147)	(306)
Dotations aux provisions	(100)	(167)	(361)
Dotations aux amortissements et provisions	(294)	(314)	(667)
dont ventilation des dotations aux amortissements	31/10/2021 - 6 Mois -	31/10/2020 - 6 Mois -	30/04/2021 - 12 Mois -
Sur immobilisations incorporelles	(15)	(16)	(30)
Sur immobilisations corporelles	(178)	(131)	(276)
Dotation aux amortissements	(193)	(147)	(306)

L'évolution du poste « dotations aux amortissements » s'explique pour partie par un effet « semestre plein » des actifs immobilisés acquis au cours de l'exercice passé, et pour une autre partie par les investissements réalisés pour le lancement d'une troisième boutique.

La baisse du poste « dotations aux provisions » s'explique principalement par le caractère élevé des dotations sur l'exercice précédent. En effet la croissance du chiffre d'affaires d'alors avait conduit à ajuster certaines provisions liées à l'activité, dont la provision pour garantie des produits et la provision pour utilisation de points de fidélité et des bons de réduction.

5.6 RESULTAT FINANCIER

En milliers d'euros	31/10/2021 - 6 Mois -	31/10/2020 - 6 Mois -	30/04/2021 - 12 Mois -
Intérêts des comptes courants	6	-	8
Escomptes obtenus	1	3	4
Gains de change	11	4	10
Autres produits financiers	-	-	5
Reprise sur provisions financières	1	1	1
Produits financiers	19	8	29
Intérêts des emprunts et des dettes	(78)	(44)	(123)
Intérêts des comptes courants	-	-	-
Pertes de change	(10)	(34)	(129)
Pertes sur créances liées à des participations	-	-	(46)
Autres charges financières	-	-	(1)
Dotations aux provisions financières	(91)	-	(422)
Dotations aux dépréciations financières	(6)	-	(5)
Charges financières	(184)	(78)	(726)
Résultat financier	(165)	(70)	(698)

L'augmentation du poste « intérêts des emprunts et dettes » s'explique par un événement significatif de la période précédente. En effet les remboursements d'emprunts avaient été suspendus depuis entre mars et septembre 2020, dans la cadre des mesures économiques permettant aux entreprises d'affronter les effets de la crise sanitaire sur leur activité.

Le poste de « dotations aux provisions financières » correspond à la dépréciation du compte courant de l'une des filiales.

5.7 RESULTAT EXCEPTIONNEL

En milliers d'euros	31/10/2021 - 6 Mois -	31/10/2020 - 6 Mois -	30/04/2021 - 12 Mois -
Produits de cession d'éléments d'actifs	23	-	-
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	4	0	6
Autres produits exceptionnels	90	82	223
Reprises de provisions exceptionnelles	72	-	-
Produits exceptionnels	189	82	229
VNC d'éléments d'actifs cédés ou mis au rebut	(83)	-	-
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	(29)	(1)	(25)
Autres charges exceptionnelles	(41)	(4)	(12)
Dotations aux provisions exceptionnelles	(128)	-	(72)
Charges exceptionnelles	(280)	(5)	(108)
Résultat exceptionnel	(92)	78	121

La variation du poste de « reprises de provisions exceptionnelles » s'explique par la mise au rebut, sur la période, d'un certain volume d'immobilisations. Une provision exceptionnelle - d'un montant identique - avait été constituée à cet effet au cours de l'exercice passé. Cette mise au rebut explique à elle seule la majorité du poste « VNC d'éléments d'actifs cédés ou mis au rebut ».

L'évolution du poste de « dotations aux provisions exceptionnelles » s'explique par une approche prudentielle ayant conduit à constituer des provisions pour divers risques, pour un montant total estimé de 128 K€.

5.8 IMPOT SUR LE RESULTAT

<i>Ventilation de l'impôt sur les bénéfices</i>	Résultat courant	Résultat exceptionnel	Résultat net
31/10/2021			
Résultat avant impôts	343	(92)	251
Impôts	-	-	(15)
Résultat après impôt	343	(92)	266

30/04/2021

Résultat avant impôts	1 843	121	1 964
Impôts	-	-	108
Résultat après impôt	1 843	121	1 856

Bien que le résultat net soit excédentaire, aucun impôt sur les sociétés n'est dû sur la période. En effet Miliboo présente un déficit fiscal reportable de 10.800 K€ au 30 avril 2021. Pour rappel 1.000 K€ de déficit reportable peuvent être déduits chaque année du résultat imposable.

Les 15 K€ de produits d'impôts comptabilisés correspondent à des réductions et crédits d'impôts, suite à des dons en nature à des organisations caritatives.

5.9 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

<i>En milliers d'euros</i>	30/04/2021	Acquisitions Dotations	Activation d'Immo en cours ou d'Avances N-	Cessions, Mises au Rebut, Reprises	31/10/2021
Valeurs brutes	1 915	256	-	(72)	2 099
Concessions et droits	11				11
Logiciels	1 545		3		1 547
Autres immos incorporelles	16				16
Immobilisation incorporelles en cours	72			(72)	-
Avances sur immobilisation incorporelles	271	256	(3)		525
Amortissements	1 583	15	0	(72)	1 526
Concessions et droits	3				3
Logiciels	1 492	15	0		1 507
Autres immos incorporelles	16				16
Immobilisation incorporelles en cours	72			(72)	-
Avances sur immobilisation incorporelles	-				-
Valeurs nettes	332	241	(0)	0	573

Les acquisitions de l'exercice concernent majoritairement le développement de la nouvelle plateforme informatique propriétaire.

5.10 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

<i>En milliers d'euros</i>	30/04/2021	Acquisitions / Dotations	Activation d'Immo en cours ou d'Avances N-	Cessions, Mises au Rebut, Reprises	Autres	31/10/2021
Valeurs brutes	2 112	435	-	(2)	-	2 545
Matériel et outillage	124	4				128
Installations et agencements	1 391	341	17			1 749
Matériel de transport	7			(1)		6
Matériel de bureau et informatique	483	73				556
Avances sur Immobilisations	106	17	(17)	(1)		105
Immobilisation corporelles en cours	-					-
Amortissements	980	178	-	(0)	-	1 158
Matériel et outillage	85	7				92
Installations et agencements	610	118				728
Matériel de transport	6			(0)		6
Matériel de bureau et informatique	278	53				331
Avances sur Immobilisations	-					-
Immobilisation corporelles en cours	-					-
Valeurs nettes	1 132	257	-	(2)	-	1 387

Les acquisitions de l'exercice sont principalement liées à l'ouverture de la boutique de la rue de Rivoli.

5.11 IMMOBILISATIONS FINANCIERES

En milliers d'euros	30/04/2021	Acquisitions Dotations	Cessions, Mises au Rebut, Reprises	Rebours de dépôts et cautions	31/10/2021
Valeurs brutes	1 644	1 134	(1 177)	-	1 601
Autres participations	974		(47)		927
<i>dont créances rattachées à des participations</i>	433		(47)		386
Autres titres immobilisés	-				-
Prêts au personnel	-	1			1
Dépôts et cautionnements	485	25	(10)		500
Contrat de liquidité - Actions auto-détenues	82	590	(530)		141
Contrat de liquidité - Espèces	104	518	(590)		32
Provisions	367	6			372
Valeurs nettes	1 277	1 128	(1 177)	-	1 229

Les principales variations des immobilisations financières concernent les actions auto-détenues dans le cadre du contrat de liquidité.

Il est rappelé que depuis le 18 mai 2017, et pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction, la Société a confié la mise en œuvre d'un contrat de liquidité, conforme à la Charte de déontologie de l'AMAFI approuvée par la décision de l'AMF du 21 mars 2011 à la société Portzamparc Société de Bourse.

Au 31 octobre 2021, le nombre d'actions propres détenues dans le cadre du contrat de liquidité est de 23.167 actions valorisées 141 K€, et dépréciées à hauteur de 6 K€. Les cessions sur la période se sont soldées par une perte de 13 K€. La trésorerie du contrat de liquidité restante s'élève à 32 K€.

Les acquisitions d'actions propres sont comptabilisées en immobilisations financières. Les pertes et profits des cessions sont comptabilisés en résultat financier.

5.12 STOCKS ET EN-COURS

En milliers d'euros	Montant brut	Dépréciation	31/10/2021
Stock de matières premières	8	(8)	-
Stock de marchandises	8 359	(178)	8 181
Valeurs nettes	8 367	(187)	8 181

En milliers d'euros	Montant brut	Dépréciation	30/04/2021
Stock de matières premières	100	(100)	-
Stock de marchandises	5 659	(175)	5 484
Valeurs nettes	5 758	(274)	5 484

La société voit son stock augmenter de 2.609 K€ en valeur brute. Cette hausse s'explique à la fois par un effet volume, dans le but de renforcer la disponibilité de l'offre, et un effet prix, dû au renchérissement des prix en amont, des matières premières au coût de transport.

5.13 CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

En milliers d'euros	< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans	31/10/2021
Valeurs brutes	1 019			1 019
Provision pour dépréciation	(17)			(17)
Valeurs nettes	1 002	-	-	1 002

En milliers d'euros	< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans	30/04/2021
Valeurs brutes	984			984
Provision pour dépréciation	(29)			(29)
Valeurs nettes	955	-	-	955

Les créances sont constituées majoritairement de créances envers des partenaires qui sont des places de marchés virtuelles (marketplace) sur lesquelles une partie de l'activité est générée.

5.14 AUTRES CREANCES, COMPTES DE REGULARISATION ET ECARTS DE CONVERSION ACTIF

En milliers d'euros	< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans	31/10/2021
Valeurs brutes	3 029	-	-	3 029
Créances sociales et fiscales	331			331
Débiteurs divers	1 393			1 393
Crédit impôt compétitivité	-			-
Charges constatées d'avance	1 303			1 303
Ecart de conversion actif	1			1
Provisions	(511)			(511)
Valeurs nettes	2 518	-	-	2 518

En milliers d'euros	< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans	30/04/2021
Valeurs brutes	3 275	-	-	3 275
Créances sociales et fiscales	597			597
Débiteurs divers	967			967
Crédit impôt compétitivité	-			-
Charges constatées d'avance	1 710			1 710
Ecart de conversion actif	1			1
Provisions	(421)			(421)
Valeurs nettes	2 854	-	-	2 854

La diminution du poste de « Charges constatées d'avance » s'explique principalement par la consommation sur la période des espaces publicitaires qui ont été mis à disposition en juillet 2020, et pour une période de deux ans, par le Groupe M6.

L'augmentation du poste de « Débiteurs Divers » est liée aux comptes courants des filiales Miliboo Connected et Milistock. Pour mémoire cette dernière a été créée en décembre 2020, soit après la période comparative.

5.15 COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Composition du capital social	30/04/2021	Créées	Remboursées	31/10/2021
31/10/2021				
Actions Ordinaires	4 968 151	479 540		5 447 691
Valeur Nominale	0,10	0,10		0,10

Deux émissions de titres nouveaux ont été effectuées :

- 289.631 actions, par décision du Conseil d'Administration du 7 juin 2021 suite à l'exercice des BSPCE par le mandataire dirigeant ;
- 189.909 actions, par décision du Conseil d'Administration du 27 septembre 2021, suite à acquisition définitive d'actions gratuites attribuées le 28 septembre 2020.

Le capital social a ainsi été porté, sur la période, à 544.769,10 euros divisé en 5.447.691 actions ordinaires de 0,10 euros de valeur nominale chacune entièrement libérées et de même catégorie.

La conversion de l’emprunt obligataire auprès de M6 (cf. point 5.18 du présent rapport), représenterait un nombre maximal d’actions ordinaires nouvelles à émettre de 1.483.213, donnant accès à 21.4% du capital post-émission.

5.16 SUBVENTIONS D’INVESTISSEMENT

En milliers d'euros	30/04/2021	Subvention Recue	Quote-Part virée au Résultat	31/10/2021
Boutique Rue Grolée	83		(18)	65
Boutique Boulevard de la Madeleine	315		(42)	273
Boutique Boulevard Rue de Rivoli	-	200	(3)	197
Provisions Subventions d'investissement	398	200	(62)	536

Boutique Rue Grolée : La société a reçu en décembre 2017 une subvention d’investissement par le bailleur dans le cadre de la prise du bail de la boutique de la rue Grolée à Lyon. Cette subvention est étalée sur 6 ans, soit la durée des amortissements des investissements qui y ont été réalisés.

Boutique Boulevard de la Madeleine : La société a reçu en octobre 2018 une subvention d’investissement par le bailleur dans le cadre de la prise du bail de la boutique du boulevard de la Madeleine à Paris. Cette subvention est étalée sur 6 ans, soit la durée moyenne des amortissements des investissements qui y ont été réalisés.

Boutique Rue de Rivoli : La société a reçu en septembre 2021 une subvention d’investissement par le bailleur dans le cadre de la prise du bail de la boutique de la rue de Rivoli à Paris. Cette subvention est étalée sur la durée du bail restant alors, soit 6.5 ans, correspondant à la durée restante des amortissements des investissements qui y ont été réalisés.

5.17 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

En milliers d'euros	30/04/2021	Dotations	Reprises	31/10/2021
Provisions pour pertes de change	1	0,03		1
Provisions pour litiges	-			-
Provision garantie clients	239		(13)	226
Provision pour impôts	-			-
Autres provisions pour risques	-	128		128
Autres provisions pour charges	387	17	(336)	68
Provisions pour risques et charges	628	145	(349)	423

La diminution des « provisions pour risques et charges » s’explique principalement par l’acquisition définitive en en septembre 2021 d’actions gratuites attribuées, les critères de performance et de présence ayant été réunis.

Par ailleurs une approche prudentielle a conduit la Société à constituer des provisions pour divers risques, pour un montant total estimé de 128 K€.

5.18 EMPRUNTS OBLIGAIRES CONVERTIBLES

En milliers d'euros	30/04/2021	Contracté	Remboursé	Converti	31/10/2021
Emprunt obligataire envers M6	3 750				3 750
Intérêts sur emprunts obligataire envers M6	69	28			97
Autres intérêts sur emprunt obligataire	-				-
Emprunts obligataires convertibles	3 819	28	-	-	3 847

Pour rappel, la société a émis deux emprunts obligataires à destination du Groupe M6 dans le cadre de son partenariat media-for-equity, par voie de conversion de dette fournisseur. Les emprunts combinés représentent 375.000 obligations convertibles en actions, valorisées 3.750 K€.

Ces obligations sont convertibles en actions au plus tôt en mai 2022.

Les obligations portent un intérêt annuel fixe de 1,50%, capitalisé annuellement et qui sera payé in fine en numéraire ou, le cas échéant, par voie de compensation, en cas de conversion des OCA. Ces intérêts s’élèvent à 28 K€ pour la période.

5.19 EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

En milliers d'euros	< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans	31/10/2021
Emprunts auprès des établissements de crédit	1 358	5 940		7 298
Dettes financières diverses	34			34
Concours bancaires courants	-			-
Emprunts et dettes financières	1 392	5 940	-	7 332

En milliers d'euros	< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans	30/04/2021
Emprunts auprès des établissements de crédit	888	6 533	320	7 741
Dettes financières diverses	14			14
Concours bancaires courants	0,04			0,04
Emprunts et dettes financières	902	6 533	320	7 755

La société n'a contracté aucun nouvel emprunt sur l'exercice.

5.20 FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES

En milliers d'euros	< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans	31/10/2021
Fournisseurs et comptes rattachés	4 021		-	4 021
Valeurs nettes	4 021	-	-	4 021

En milliers d'euros	< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans	30/04/2021
Fournisseurs et comptes rattachés	5 677		-	5 677
Valeurs nettes	5 677	-	-	5 677

5.21 AUTRES DETTES, COMPTES DE REGULARISATION ET ECARTS DE CONVERSION PASSIF

En milliers d'euros	< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans	31/10/2021
Personnel et comptes rattachés	122	-	-	122
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	390			390
Etat	1 819			1 819
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-	-	-
Clients avances et avoirs à établir	1 111	-	-	1 111
Créditeurs divers	1 510			1 510
Produits constatés d'avance	0	-	-	0
Ecart de conversion passif	16	-	-	16
Valeurs nettes	4 969	-	-	4 969

En milliers d'euros	< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans	30/04/2021
Personnel et comptes rattachés	488			488
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	240			240
Etat	1 913			1 913
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2			2
Clients avances et avoirs à établir	1 277			1 277
Créditeurs divers	1 535			1 535
Produits constatés d'avance	3			3
Ecart de conversion passif	21			21
Valeurs nettes	5 479	-	-	5 479

La diminution de ces postes, considérés de manière combinée, s'explique principalement par le niveau du poste de « personnel et compte rattachés » à la clôture précédente, qui était composé en partie d'une provision pour Bonus.

5.22 PRODUITS A RECEVOIR

En milliers d'euros	31/10/2021	30/04/2021
Créances rattachées à des participations	-	-
Autres immobilisations financières	-	-
Créances clients et comptes rattachés	14	85
Autres créances	78	18
Valeurs mobilières de placement	-	-
Disponibilités	-	-
Total produits à recevoir	93	104

L'augmentation du poste de « Autres créances » s'explique par une rétrocession à venir d'éco-participation versée de manière indue.

5.23 CHARGES A PAYER

En milliers d'euros	31/10/2021	30/04/2021
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	107	89
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 247	898
Dettes fiscales et sociales	490	822
Autre dettes	1 479	1 533
Total charges à payer	3 323	3 343

Les charges à payer sont globalement stables sur la période.

5.24 ENGAGEMENTS HORS BILAN

5.24.1 IMMOBILISATIONS FINANCEES EN CREDIT-BAIL

Les immobilisations financées par crédit-bail sont comptabilisées en charge en respect du Plan Comptable Général français. Il est indiqué ci-dessous :

- la valeur des biens en crédit-bail au moment de la signature du contrat ;
- le montant des redevances (loyers) afférentes à l'exercice ;
- le montant cumulé des redevances (loyers) des exercices précédents ;
- l'évaluation, à la date de clôture du bilan :
 - des redevances restant à payer,
 - et le prix d'achat résiduel des biens en crédit-bail

En milliers d'euros	Valeur d'origine HT	Redevances payées Exercice	Redevances payées Cumulées	Redevances restant à payer -1 an	Redevances restant à payer 1 à 5 ans	Redevances restant à payer + 5 ans	Total	Valeur de rachat	Dotations Amort. (*)
Matériel de transport									
Fourgon Sprinter	28	3	13	6	6		12	3	3
Véhicule société 2	98	11	38	21	62		84	1	10
Véhicule société 3	79	11	11	17	66		84	0	8
Totaux	205	25	63	45	135	-	180	4	21

(*) : Charge d'amortissement de la période qui aurait impacté le compte de résultat si le bien avait été acquis au lieu d'être financé par un crédit-bail. Il a été considéré un amortissement linéaire de 5 ans pour chacune des immobilisations financées en crédit-bail.

5.24.2 ENGAGEMENTS EN MATIERE DE LOCATION IMMOBILIERE

Le tableau ci-dessous récapitule les engagements donnés en matière de location immobilière :

En milliers d'euros	Charges de loyers comptabilisés		Charges de loyers restantes			Total
	Exercice	Cumulés	-1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans	
Siège Social - Bâtiment Principal	111	1 467	221	886	82	1 189
Siège Social - Extension	36	54	73	290	308	671
Boutique Paris Réaumur	-	-	-	-	-	-
Appartement Triolet Paris	8	8	15	-	-	15
Boutique Lyon	80	547	160	640	140	940
Boutique Paris Madeleine	469	2 784	938	3 753	1 876	6 568
Boutique Paris Rivoli	102	102	284	1 137	107	1 529
Totaux	805	4 962	1 692	6 706	2 514	10 911

5.24.3 ENGAGEMENTS DE RETRAITE

La provision pour départ en retraite n'est pas comptabilisée dans le compte de résultat.

Pour rappel, le montant de l'engagement hors bilan s'élevait au 30 avril 2021 à 208 K€, charges sociales incluses.

5.24.4 COUVERTURE DE CHANGE

Aucun contrat de couverture de change n'est en vigueur à la fin de la période.

5.24.5 GARANTIE DE PAIEMENT DE FACTURES

La Société a mis en place au cours des exercices passés, et à la demande de l'un de ses fournisseurs, une garantie bancaire de paiement de factures d'un montant de 30 K€ auprès de la Banque Européenne du Crédit Mutuel.

5.24.6 ENGAGEMENTS CREDIT DOCUMENTAIRE

En milliers d'USD	Échéance	31/10/2021
Engagements hors bilan - Banque Européenne Crédit Mutuel		
Credoc import à vue	07/03/2022	98
Total Credoc en USD		98

5.24.7 COVENANT BANCAIRES

La société n'a aucun de ses emprunts soumis à respect de covenant bancaire.

5.24.8 DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES

a. Emprunt Société Générale 600 K€.

- Montant initial de cette garantie = 600 K€.
- Montant restant 600 K€
- Date fin échéance garantie : 23/04/2025
- Nature de la sureté réelle : Nantissement de rang du fonds de commerce de la Boutique de Lyon rue Grôlée jusqu'à remboursement intégral du prêt.

b. Emprunt Société Générale 700 K€.

- Montant initial de cette garantie = 700 K€.
- Montant restant 700 K€
- Date fin échéance garantie : 21/06/2022
- Nature de la sureté réelle : Nantissement en rang disponible, et pari passu, du fonds de commerce situé au 14 boulevard de la Madeleine, 75008 Paris, en garantie d'un prêt bancaire.

c. Emprunt Caisse d'Epargne 750 K€.

- Montant initial de cette garantie = 750 K€.
- Montant restant 750 K€
- Date fin échéance garantie : 05/08/2022
- Nature de la sureté réelle : Nantissement en rang disponible, et pari passu, du fonds de commerce situé au 14 boulevard de la Madeleine, 75008 Paris, en garantie d'un prêt bancaire.

d. Emprunt BPA 600 K€.

- Montant initial de cette garantie = 600 K€.
- Montant restant 600 K€
- Date fin échéance garantie : 20/08/2025
- Nature de la sureté réelle : Nantissement en 7ème rang, du fonds de commerce situé au 14 boulevard de la Madeleine, 75008 Paris, en garantie d'un prêt bancaire.

e. Emprunt Caisse d'Epargne 104 K€.

- Montant initial de cette garantie = 104 K€.
- Montant restant 104 K€
- Date fin échéance garantie : 05/11/2024
- Nature de la sureté réelle : Nantissement en rang disponible, et pari passu, du fonds de commerce situé au 14 boulevard de la Madeleine, 75008 Paris, en garantie d'un prêt bancaire.

6 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

6.1 OUVERTURE D'UNE FILIALE EN ESPAGNE - MILIBOO S.L.

Miliboo ambitionne d'accroître significativement son activité à l'international. Cela nécessite un renforcement de ses équipes dédiées. Cependant la société est confrontée à des difficultés de recrutement de profils qualifiés et polyglottes sur son bassin d'emploi proche.

Après étude de différentes options, Miliboo a décidé d'ouvrir des bureaux à l'étranger afin d'y recruter localement les profils recherchés.

Elle a, pour ce faire, créé le 28 décembre 2021 une filiale – Miliboo S.L. – basée à Palma de Majorque (Espagne) et lancé des campagnes de recrutement. La filiale devrait être totalement opérationnelle dans le courant du premier trimestre 2022.